



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Cours d'été en Droit international & Relations internationales

Édition 2020

Institut de Formation des Ambassadeurs de la Jeunesse (I.F.A.J)

Cours de relations internationales et stratégiques

Par Mme. Manon Chemel

Introduction

Le Yémen est un pays de 27 millions d'habitants situé au sud-ouest de la péninsule arabique¹. Il est entouré au nord par l'Arabie Saoudite, à l'est par Oman et à l'ouest par le détroit de Bab-el-Mandeb qui le sépare de Djibouti et de l'Erythrée. Depuis sa création, le Yémen, un des pays les plus pauvres du monde, a connu des insurrections, des conflits, des révoltes ainsi que des attaques terroristes qui ont considérablement fragilisé et divisé le pays.

À partir de 2011, lorsque les « Printemps arabes » éclatent dans différents pays – Tunisie, Libye, Syrie ou encore Egypte - la vague de protestation atteint le Yémen et embrase une situation déjà propice aux rivalités internes. Ce pays étant déjà fortement imprégné par les rivalités entre tribus locales, les montées sécessionnistes et la présence de groupes terroristes, souffre aujourd'hui d'une grave crise sanitaire et humanitaire qui ravage la population. En effet, le pays concentrait déjà des difficultés internes liées à un mouvement contestataire, le mouvement houthiste, d'obédience zaydite², qui réclame davantage d'autonomie dans le pays. Par ailleurs, les groupes terroristes sont également présents dans la région – notamment AQPA, une filiale de l'organisation terroriste d'Al-Qaïda. On retrouve également des cellules liées au groupe Etat islamique (EI).

Les contestations qui gagnent le pays dès 2011 – réclamant la démission du président actuel, Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis plus de trente ans, apparaissent très rapidement comme une opportunité pour ces différents acteurs mais également pour les deux puissances régionales que constituent l'Arabie Saoudite et l'Iran. Les deux pays vont se servir du Yémen pour accroître leur hégémonie dans la région moyen-orientale.

Depuis 2014, la situation politique et sécuritaire du pays s'enlise et aggrave considérablement les maux du pays. Le Yémen est en proie à un violent conflit interne qui va progressivement s'internationaliser. Cet affrontement place d'un côté les forces gouvernementales fidèles au nouveau président Abd Rabbo Mansour Hadi et de l'autre la rébellion houtiste qui s'est emparée d'une partie du pays et notamment de la capitale, Sanaa.

¹ « Yémen, 'la sale guerre', France 24, 17/06/2019. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=68UFdLHZ4BU>

² Une branche du chiisme.

L'Arabie Saoudite sunnite apporte son soutien au nouveau président tandis que l'Iran chiite soutient la rébellion houthiste.

Pour Al-Qaïda et sa filiale yéménite comme pour l'Etat islamique, le chaos qui ne cesse de s'accroître dans le pays leur permet d'asseoir leur hégémonie en multipliant les attaques terroristes dans le pays. En 2013, le pays était déjà victime d'attaques diverses de la part de la filiale du groupe terroriste d'Al-Qaïda, AQPA. L'Etat islamique qui s'est déjà fait une place dorée en instaurant un proto-État en Syrie et en Irak, voit dans le Yémen une opportunité supplémentaire pour étendre son assise territoriale.

Après plusieurs années de conflit, la situation politique et sécuritaire semble toujours au point mort. Les différentes trêves n'ont pas permis d'apaiser la situation qui concentre toujours de vives tensions. Aujourd'hui, le Yémen connaît la « pire crise humanitaire » du monde selon les Nations unies³. Quelques années après le début du conflit, la crise est toujours perceptible et la population yéménite ne cesse de compter les morts, les personnes atteintes de maladies et le déplacement de ses habitants. Par ailleurs, le pays est aujourd'hui menacé par la propagation de la pandémie liée à la Covid-19 - ce qui fait craindre un désastre dans un pays dont les infrastructures médicales sont déjà extrêmement fragilisées et dont l'aide humanitaire peine à être reçue.

Pour comprendre la situation actuelle, le délitement progressif de cet État et l'impossible retour au calme, il est important de revenir de façon rétrospective sur l'origine du conflit, les différentes rivalités et fragmentations dont souffre le pays mais également opérer un retour historique sur les prémices de ce conflit.

³ Brigaudeau (A), « *L'article à lire pour comprendre la guerre au Yémen, "pire crise humanitaire au monde"* », Francetvinfo, 20/11/18.

Partie 1 - La naissance du Yémen : la réunification des deux zones yéménites

Section 1 - Les prémices de la guerre au Yémen

En 1988, le Yémen est divisé en deux : au sud, il y a la République démocratique du Yémen dont la capitale est Aden. Cette partie du Yémen constitue le seul pays communiste du Moyen-Orient. En effet, cette partie du Yémen est alliée à l'URSS et perçoit des aides soviétiques. Au nord, on retrouve la République arabe du Yémen dont la capitale est Sanaa. À la fin de la guerre froide, l'URSS affaiblie réduit ses aides financières au Yémen du Sud – le poussant à se rapprocher de la partie nord du Yémen – dans le but d'y établir des négociations afin de réunifier le pays.

En 1990, la République arabe du Yémen ou « *Yémen du Nord* » et la République démocratique populaire du Yémen « *Yémen du Sud* » fusionnent pour ne former qu'un seul État, la République du Yémen avec pour capitale Sanaa. L'ex-président du Yémen du Nord, Ali Abdallah Saleh – déjà au pouvoir depuis 11 ans – prend le contrôle du pays. L'ex-président du Yémen du Sud, Ali Salem al-Beidh, prend quant à lui le poste de vice-président. La population du Yémen est en grande partie de confession musulmane avec 65% de sunnites et 35% de chiites zaydites.

Une fois en place, l'État central se heurte à de nombreuses difficultés. Il peine à imposer son contrôle sur l'ensemble du territoire. On constate une véritable fracture entre le nord et le sud. Cette fracture est entretenue par la rébellion des houtistes au Nord. Les Houtistes sont de confession zaydite, une branche minoritaire de l'islam chiite, qui représente 35% de la population yéménite.

Lors de la guerre du Golfe (1991), le Yémen prend position contre une intervention en Irak – provoquant *de facto* la fin des aides financières de l'Occident ayant pour conséquence l'aggravation de la situation économique au sein du pays. L'Arabie Saoudite, quant à elle, chasse les travailleurs yéménites présents sur son sol. Ces deux conséquences placent ainsi le pays dans une difficulté économique importante qui met à mal la cohésion nationale déjà fragile. Face à cette situation économique, Ali Salem al-Beidh, le vice-président, démissionne.

Suite à une courte guerre entre l'ancien nord et l'ancien sud du Yémen, le Nord l'emporte et Abd Rabbo Mansour Hadi, Ministre de la défense, prend la place de vice-président.

Dès 1997, commence une insurrection djihadiste avec la filiale d'Al-Qaïda au Yémen – AQPA - qui vise les forces loyalistes ainsi que les États-Unis. Cette conséquence entraîne la mise en place d'une politique basée sur la lutte antiterroriste de la part du gouvernement – initiative encouragée par les États-Unis qui tentent d'imposer leurs conditions afin d'éradiquer la menace.

Parallèlement à cela, le pays connaît à partir de 2004, une insurrection des Houthis qui se sentent marginalisés. Ces derniers demandent une reconnaissance de leur identité et souhaitent se voir accorder davantage de privilèges.

Section 2 - Le mouvement houthiste

Le mouvement houthiste est créé en 1994 par Hussein Badreddine Al Houthi et ses frères. Cette organisation armée, politique et théologique appartenant au courant zaydite, une branche minoritaire du chiisme, est en conflit avec les différents gouvernements successifs. Ce mouvement est soutenu par l'Iran, pays majoritairement chiite. Leur fief se situe à Saada, dans le nord du pays. Ces derniers réclament davantage d'autonomie et dénoncent leur marginalisation au sein de l'État yéménite. En effet, ils estiment avoir été lésés sur le plan politique et économique mais aussi religieux dès la réunification du Yémen en 1990. Ils réclament le rétablissement d'un statut autonome dont ils bénéficiaient avant le coup d'État de 1962.

Ils mènent plusieurs insurrections qui vont progressivement affaiblir l'État et l'ensemble du pays. Le groupe est d'idéologie antiaméricaine, antisioniste et antisémite et s'oppose à la politique d'ouverture entreprise par certains présidents yéménites dont Ali Abdallah Saleh et Abd Rabbo Mansour Hadi, son successeur.

Les houthis s'opposent aussi à l'organisation terroriste, AQPA, filiale d'Al-Qaïda au Yémen, d'obédience sunnite qui cherche à appliquer la charia. Des heurts entre les deux groupes sont régulièrement perceptibles dans le pays.

Lorsque la guerre civile éclate en 2011, les houthis voient une opportunité pour asseoir leurs revendications et obtenir une place beaucoup plus importante au sein de la société yéménite.

En septembre 2014, les houthis sont parvenus à pénétrer dans la capitale du Yémen, Sanaa. Quelques mois plus tard, les forces houthistes descendent vers le sud et prennent la ville d'Aden, obligeant le président Hadi à fuir en Arabie Saoudite. Les rebelles contrôlent progressivement les centres vitaux du pays. Ils parviennent à étendre leur influence vers l'ouest en prenant le port stratégique d'Hodeïda, situé sur la Mer Rouge. Ce port est symbolique et vital pour le Yémen car l'essentiel de l'aide destinée aux populations civiles transite par ce lieu hautement stratégique. Leur avancée majeure dans différentes villes yéménites va pousser le royaume saoudien à intervenir militairement dans le pays et provoquer *de facto* de violents affrontements entre les deux entités.

Dans cette guerre, « les houthistes bénéficient d'une forme de soutien de la population, qui s'explique par un réflexe nationaliste anti-saoudien » explique Laurent Bonnefoy, chercheur au CNRS au CERI-Sciences Po⁴. En effet, l'ingérence saoudienne est très mal perçue par une grande majorité de la population yéménite.

⁴ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p.187.

Partie 2 - 2011 : l'embrasement du conflit interne et international

Section 1 - Mécontentement populaire et début de la présidence Hadi

En 2011, la vague de contestation qui sévit dans différents pays d'Afrique et du Moyen-Orient gagne le Yémen. Motivée par les « Printemps arabes », la population yéménite réclame la fin de la corruption ainsi qu'une baisse drastique du chômage. Ces contestations commencent progressivement à porter leurs fruits et mettre à mal le pouvoir en place. Le Conseil de Coopération du Golfe⁵ a alors organisé des négociations pour faire cesser l'agitation. Dans les coulisses, le président en fonction, Ali Abdallah Saleh, a été poussé à la démission par le gouvernement saoudien et le gouvernement américain. Il accepte de quitter le pouvoir s'il obtient l'immunité. Ce sera chose faite. Cette révolution yéménite provoque donc la démission du président Ali Abdallah Saleh après 33 ans d'exercice du pouvoir. Son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, lui succède en février 2012.

Préalablement à cela, des élections ont été organisées afin qu'Abd Rabbo Mansour Hadi soit élu pour une période de transition de deux ans. Le 21 février 2012, ce dernier est élu à la présidence de la République. Il est le seul candidat de cette élection. Toutefois, il ne dispose d'aucune légitimité populaire. Une fois au pouvoir, celui-ci est alors chargé de conduire la transition vers un régime plus démocratique. Cependant, le processus s'avère chaotique. Le mécontentement populaire est beaucoup trop important. Une conférence du « dialogue national » propose de faire du Yémen une fédération composée de 6 provinces. Mais cette offre ne fait qu'exacerber les tensions. En effet, lorsqu'Abd Rabbo Mansour Hadi rédige la nouvelle Constitution, les discussions sur le découpage du futur État fédéral en six régions déplaisent fortement aux Houtistes qui y voient l'aggravation des fractures sociales entre les différentes populations yéménites. En effet, ils estiment que les régions initialement aisées le resteront et les régions pauvres conserveront cette précarité économique. La transition politique ne permet pas, selon eux, d'apporter cette stabilité tant recherchée.

Les rebelles houthistes, exaspérés par le maintien de la corruption et l'absence de développement dans le pays, décident de chasser le président Hadi du pouvoir. Ces derniers

⁵ Le Conseil de coopération des États arabes du Golfe ou Conseil de coopération du Golfe est une organisation régionale née en 1981 regroupant six monarchies arabes et musulmanes du golfe Persique : l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar.

mobilisent une partie de la population grâce au fait qu'ils se présentent comme le « mouvement des déshérités »⁶ – soucieux du bien collectif du peuple yéménite. Les houthis n'ayant pas perçu de changement et se sentant toujours marginalisés par le gouvernement, prennent alors les armes et entament une guerre civile.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, cette guerre civile est soutenue par le peuple mais également par les forces restées fidèles à l'ancien président Saleh qui souhaite reprendre le pouvoir. En effet, les Houthis fomentent un complot avec l'ancien président Saleh, leur ancien ennemi. Un véritable revirement des alliances s'opère entre les deux entités qui s'étaient pourtant opposés quelques années auparavant. Dans cette alliance de circonstance, chacun y joue ses intérêts respectifs.

En septembre 2014, les Houthis prennent le contrôle de la capitale Sanaa grâce à leur alliance de circonstance avec Saleh, qui a activé son réseau et qui leur a permis d'obtenir des troupes militaires. Ensemble, ils conquièrent la ville de Sanaa, obligeant l'actuel président Abd Rabbo Mansour Hadi à fuir en 2015 vers la ville d'Aden, au sud du Yémen, puis finalement en Arabie Saoudite à Riyad. Immédiatement, le Conseil de coopération du Golfe condamne ce qu'il considère être un coup d'État.

Les houthis quant à eux poursuivent leur progression et prennent la ville de Taiez⁷. Les rebelles contrôlent progressivement l'ouest du pays, la partie la plus peuplée du pays.

Section 2 – Les débuts de l'internationalisation du conflit

Le 25 mars 2015, l'offensive houthiste sur Aden entraîne la fuite du président Hadi à Riyad. Furieuse, l'Arabie Saoudite lance le lendemain l'opération « tempête décisive »⁸. Celle-ci est menée par une coalition de neuf pays arabes (Maroc, Emirats Arabes unis, Soudan, Egypte, Jordanie, Qatar, Bahrein, Koweït, Arabie Saoudite). Cette coalition est appuyée par les États-Unis qui fournissent un soutien logistique et de renseignements (transfert d'armes et renseignements militaires).

⁶ X, « Comprendre les origines de la guerre au Yémen », Le Monde, 17/04/15.

⁷ Taïez est une ville du Yémen. Située dans le sud-ouest du pays, au cœur des hauts plateaux.

⁸ L'opération Tempête décisive est lancée la nuit du 25 mars 2015 pour remettre au pouvoir le président Abdrabbo Mansour Hadi, renversé par l'insurrection houthis au Yémen, d'orientation chiite.

Quelques mois plus tard, le président Abd Rabbo Mansour Hadi retourne à Aden après un exil de six mois à Riyad. Il décrète que la ville deviendra la capitale temporaire du Yémen et il y établit un gouvernement provisoire. Son retour ne sera que bref, puisqu'il est aujourd'hui à Riyad, gouvernant à distance. Le Yémen est désormais administré par deux gouvernements parallèles, celui du gouvernement légitime et celui des houthis. Les rebelles instaurent le gouvernement du salut national à Sanaa.

Comment comprendre l'intervention lancée par le jeune prince héritier, Mohamed Ben Salman (MBS) ?

En 2015, Salman devient roi. Il confie à son fils préféré, qui n'a jusque-là assumé aucune fonction officielle, plusieurs responsabilités majeures, dont la Défense. Mohamed Ben Salman fait du Yémen, son combat politique. MBS voit dans cette opération une opportunité pour apparaître comme « l'homme fort du royaume ». Dans un premier temps, ce conflit a été très bien perçu par la population saoudienne. L'objectif étant de remettre au pouvoir le président Hadi que l'Arabie saoudite soutient. Mais l'intervention saoudienne s'explique essentiellement par la volonté de tenir sa frontière sud et contrer l'influence iranienne, le géant chiite – ennemi juré de Riyad. En effet, l'Iran est accusé de soutenir et armer la rébellion houtiste, elle aussi chiite. De plus, le royaume saoudien ne souhaite pas voir le détroit de Bab el Mandeb, qui constitue le 4^{ème} point de passage maritime le plus important au monde pour le pétrole, aux mains de la rébellion ni même de l'Iran. La coalition commence à bombarder les installations stratégiques pendant que l'Organisation des Nations unies impose un embargo sur la vente d'armes à destination des Houthis et de leurs alliés.

D'une guerre civile d'essence tribale, alimentée par l'effervescence du « Printemps arabe » de 2011, le conflit devient confessionnel et rejoint le schisme sunnite-chiite⁹. Derrière l'Arabie saoudite sont alignés la plupart des pays arabes sunnites mais aussi les Occidentaux qui fournissent des armes et du renseignement militaire à Riyad. En juillet 2015, la coalition parvient à reprendre la ville d'Aden où part s'installer Hadi et son gouvernement. Toutefois, le manque de connaissance du terrain par la coalition entraîne pour cette dernière des pertes considérables. Le conflit s'enlise et les bombardements aériens s'intensifient.

Pour l'Arabie Saoudite, l'opération au Yémen qui était initialement perçue comme une fierté saoudienne devient un problème pour le royaume. L'opération « tempête décisive » n'a pas

⁹ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 185.

apporté de résultats décisifs. Les populations sont en détresse et des régions yéménites sont totalement ravagées.

Par ailleurs, la guerre est très couteuse : elle coute à MBS 1 milliard de dollars par mois. Sur le terrain le bilan humain est catastrophique. De plus, l'image du royaume saoudien est ternie. Plusieurs organisations humanitaires dénoncent les bombardements sans discrimination d'écoles, d'hôpitaux, de mosquées et de marchés publics¹⁰. En août 2018, la destruction d'un autobus transportant en majorité des écoliers soulève l'indignation internationale¹¹. Toutefois, l'intervention saoudienne et l'intérêt pour ce conflit revêt également des enjeux économiques et stratégiques pour les différents acteurs présents dans le pays.

Section 3 - Les enjeux stratégiques et géopolitiques

Ce conflit, qui à première vue s'apparente à un conflit local de nature confessionnelle, est en réalité également motivé par la mainmise sur les ressources naturelles dont bénéficie le pays. La route pour exporter le pétrole extrait dans le Golfe persique vers les pays occidentaux passe par le détroit d'Ormuz contrôlé par l'Iran et par le détroit de Bab el Mandeb situé entre Djibouti et le Yémen. En outre, Ormuz représente pour l'Arabie sa porte vers le marché du pétrole. Son exportation passe par ce détroit menacé perpétuellement par les Iraniens¹².

L'Arabie Saoudite craint qu'à long terme il ne soit contrôlé par l'Iran au travers de la rébellion houthiste. Ceci constituerait également un problème pour les Occidentaux qui s'approvisionnent dans la région - d'où leur soutien à la coalition. L'Arabie Saoudite a également la volonté de créer un pipeline (gazoduc) passant dans l'est du Yémen et évitant ainsi le détroit d'Ormuz. L'ancien Président Saleh s'y était toujours opposé, ainsi l'aide apportée au président Hadi constitue une opportunité pour l'Arabie Saoudite qui pourrait voir son projet se concrétiser. De plus, l'Arabie Saoudite craint un potentiel blocus de l'Iran sur le détroit d'Ormuz, ce qui aurait des conséquences désastreuses. De son côté, l'Occident a tout intérêt à ne pas perdre le contrôle sur un détroit aussi stratégique que celui-ci.

¹⁰ *Ibid*, p. 187.

¹¹ *Ibid*.

¹² Entretien réalisé avec Salam Kawakibi.

Le Yémen est donc le point de crispation d'une « guerre froide » régionale. Un conflit qui oppose dans la lutte d'influence l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'ingérence saoudienne vise à prévenir tout risque d'implantation iranienne. Aujourd'hui, l'ampleur du conflit a donné lieu à une épidémie de choléra qui sévit dans le pays. De plus, environ 17 millions de personnes souffrent de la faim et ont besoin d'une assistance humanitaire le plus rapidement possible¹³. Le sort des enfants est terrible : « *Un enfant de moins de 5 ans meurt au Yémen toutes les dix minutes* »¹⁴.

Des compromis doivent donc être trouvés pour arriver à une transition sereine et éviter de perpétrer les mêmes erreurs qu'en Libye et en Syrie et éviter que des groupes terroristes s'emparent du pouvoir et puissent acquérir – comme en Syrie et en Irak – une emprise territoriale. Les États-Unis (présents au Yémen depuis 2002) ont intensifié leur implication dans la région. Leur défi était d'entamer un processus de négociation diplomatique entre l'Iran et l'Arabie Saoudite pour d'une part éviter que ce conflit se généralise dans l'ensemble du Moyen-Orient et, de l'autre, éviter que la confrontation entre les deux pays ne plonge la situation yéménite dans une destruction similaire à celle perceptible en Syrie.

Cette guerre d'influence régionale entre l'Iran et l'Arabie Saoudite n'est pas seulement perceptible au Yémen mais également à Bahreïn et en Irak. Cette volonté hégémonique des deux pays se traduit aussi par des soutiens financiers et militaires et plonge aujourd'hui le Yémen dans un chaos inextricable.

Début 2018, un rapport d'experts de l'ONU affirmait que « *le Yémen en tant qu'état a pratiquement cessé d'exister* »¹⁵. Le gouvernement yéménite ne distribue plus de salaires à la plupart des fonctionnaires des zones rebelles depuis septembre 2016. Une économie de guerre s'est implantée dans le pays et les trafics en tout genre se multiplient tandis que les prix ne cessent de flamber. Par ailleurs, le commerce et l'aide humanitaire sont bloqués par le blocus partiel qu'impose la coalition au premier port du pays, Hodeïda, aux mains des Houthis depuis 2014.

¹³ X, « *Famine au Yémen : la communauté internationale promet 1,1 milliard de dollars d'aide* », Le Monde, 25/04/17.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Reportage Guerre au Yémen : « *Pourquoi le pays est en train de disparaître* », Le Monde, 23 octobre 2018. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=BeF40IIEF4E>

La coalition accuse ces derniers d'utiliser Hodeida pour faire entrer clandestinement des armes venues d'Iran et impose *de facto* des inspections aux cargaisons à destination de ce port, le plus grand du Yémen¹⁶. Hodeida est la quatrième ville du pays, mais surtout son plus grand port. « *Les Ottomans ont fait de ce petit village de pêcheurs la porte d'entrée du Yémen* »¹⁷.

Ceci est une véritable catastrophe pour l'un des pays les plus pauvres du Moyen-Orient. Déjà avant la guerre, le pays importait – au travers de ce port environ 90% de sa nourriture et de ses médicaments¹⁸. Les ¾ des importations passent par ce port et permettent un contact avec l'extérieur pour recevoir l'aide humanitaire. L'urgence était donc de permettre rapidement la fin du blocus du port d'Hodeïda afin de permettre l'approvisionnement en denrées alimentaires et l'aide humanitaire pour les civils yéménites.

L'ancien président, Ali Abdallah Saleh, qui a finalement rejoint la rébellion houthiste – après l'avoir combattu auparavant – fini par tendre la main à l'Arabie Saoudite. Ce geste n'est pas dénué de réflexions puisque par cette action, l'ancien président souhaitait obtenir en échange de rapports pacifiés - une levée du blocus qui paralyse le pays. Les Houthis ont considéré cette décision comme une véritable trahison et ont fini par assassiner Ali Abdallah Saleh le 2 décembre 2017¹⁹.

La mort de Saleh entraîne un remaniement des alliances, les fidèles de Saleh ne désirant pas poursuivre leur combat aux côtés des houthis. Il faudra attendre mai 2019 pour que les rebelles houthistes commencent à retirer des forces du port d'Hodeïda ainsi que du port secondaire de Salif puis du terminal pétrolier de Rass Issa voisins²⁰. Ce retrait, le premier jamais consenti par les rebelles, intervient après l'accord conclu à Stockholm en Suède le 13 décembre 2018 visant un cessez-le-feu dans les zones précédemment citées.

Un autre acteur est également présent sur le sol yéménite : il s'agit du mouvement séparatiste du sud. Les séparatistes du sud du Yémen, mobilisés depuis longtemps pour l'indépendance du sud, jouent également leurs cartes pour faire sécession. En effet, le camp loyaliste est aussi le théâtre de profondes divisions, entre le gouvernement en exil et le mouvement séparatiste,

¹⁶ X, « *Au Yémen, le port de Hodeida asphyxié par un blocus de facto* », Le Point, 25/03/2018.

¹⁷ Macé (C), « *Au Yémen, Hodeida, un port sous le feu* », Libération, 13/11/2018.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ X, « *Yémen : l'ex-président Saleh est mort, tué par ses anciens alliés houthis* », Le Monde, 04/12/2017.

²⁰ Imbert (L), « *Au Yémen, les rebelles houthis ont commencé à évacuer le port d'Hodeïda* », Le Monde, 11/05/2019.

que l'on appelle le Conseil de transition du sud (STC)²¹. Les séparatistes du sud du Yémen veulent revenir à la situation qui précède l'an 1990 où il y avait une république yéménite d'obédience marxiste dans le sud du pays avec Aden comme capitale, afin de retrouver une souveraineté pleine et entière sur cette partie du pays²².

Pour étouffer les volontés séparatistes, un accord a été signé le 5 novembre 2019 à Riyad, après la prise de contrôle d'Aden par les séparatistes. « Il prévoyait, selon des sources politiques yéménites et saoudiennes, d'intégrer des membres du STC au gouvernement et en contrepartie le retour de celui-ci à Aden »²³. Toutefois, malgré l'accord trouvé, le STC a très vite accusé le gouvernement de ne pas avoir rempli ses obligations et d'avoir « conspiré » contre la cause du Sud. En conséquence, ces derniers ont proclamé l'indépendance du sud le 26 avril 2020. Cette proclamation a été vivement critiquée par le gouvernement yéménite.

Section 4 - Pourparlers entre les houthis et le gouvernement yéménite : vers la fin du conflit yéménite ?

Après de nombreuses négociations, un accord a été conclu entre les belligérants, afin d'imposer un cessez-le-feu dans la ville portuaire d'Hodeïda mais également dans le port de Salif et de Ras Issa. L'accord de paix conclu en Suède en décembre 2018, sous l'égide des Nations unies, prévoit un retrait des troupes autour de ce port stratégique. Les houthis qui tiennent la ville portuaire d'Hodeïda, au Yémen, et la coalition sous commandement saoudien ont accepté de cesser le combat. La trêve est entrée en vigueur le 18 décembre 2018. Toutefois, en dépit de cette trêve, les tirs entre les belligérants se poursuivent les semaines suivantes dans le port yéménite. Ainsi, cette trêve ne signifie en rien la fin des conflits. Depuis le début du conflit en 2014 – lorsque les rebelles houthistes ont pris la capitale Sanaa-, sept trêves négociées par l'ONU n'ont pas tenu dans le temps. Toutes se sont soldées par un échec. L'Arabie Saoudite a également fait savoir qu'elle n'envisageait pas de céder sous la pression. Cette décision est en réalité une stratégie politique pour mettre en garde l'Iran que le royaume est disposé – coûte que coûte – à aller jusqu'au bout du conflit. En effet, il est inconcevable pour le royaume de sortir de cette guerre sur une cuisante avanée. Bien que cette

²¹ X, « Yémen : les séparatistes du sud proclament l'autonomie, la crise s'aggrave encore », La Croix, 26/04/2020.

²² Entretien réalisé avec Salam Kawakibi.

²³ *Ibid.*

guerre soit extrêmement coûteuse pour l'Arabie Saoudite, MBS n'entend pas laisser une place dorée à son rival, l'Iran chiite. Par ailleurs, en dépit de l'affrontement entre les Houthis et le gouvernement, le pays doit également faire face à la menace terroriste liée à la succursale d'Al-Qaïda, AQPA. En effet, le chaos favorise l'implantation d'Al-Qaïda qui installe progressivement des camps d'entraînement. C'est d'ailleurs là qu'a été formé l'ainé des frères Kouachi, les auteurs de l'attentat contre Charlie Hebdo, le 7 janvier 2015. De son côté, l'Etat islamique a profité du chaos généré par les révoltes pour asseoir ses revendications et prendre part au combat.

Partie 3 - La menace terroriste au Yémen

Section 1 - La propagation d'AQPA – filiale d'Al-Qaïda central

Le Yémen a une longue histoire avec le terrorisme. Un nombre important de Yéménites a combattu contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan dans les années 1980. Après le conflit, beaucoup de combattants se sont installés au Yémen, y compris des non Yéménites qui ne pouvaient pas rentrer dans leur propre pays.

À la fin du conflit afghan, de nombreux vétérans ont tenté de rejoindre le Pakistan, pays d'origine pour certains combattants. Toutefois, la politique de rejet mise en place dans les années 90 par le Pakistan à l'encontre des combattants d'Al-Qaïda partis rejoindre Oussama Ben Laden en Afghanistan, pousse les combattants à se disperser vers d'autres théâtres d'opérations et notamment au Yémen. Très vite, les membres de la nébuleuse parviennent à s'implanter sur le sol yéménite.

Par ailleurs, le Yémen est le berceau de la nébuleuse d'Al-Qaïda. Oussama Ben Laden, fondateur de l'organisation en 1987, était lui-même originaire du pays. En 2009 Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) naît de la fusion des branches saoudiennes et yéménites d'Al-Qaïda. Ce groupe se compose de ressortissants yéménites ainsi que d'un grand nombre de saoudiens recherchés.

À partir de sa création, le groupe a connu un développement impressionnant au sud du Yémen et est devenu un acteur politique incontournable dans la région. Profitant de la faillite politique et économique de l'État, AQPA est parvenu à se structurer. Très vite, le groupe développe ses premières prouesses militaires. Progressivement, le Yémen va devenir une menace fondamentale pour les Yéménites ainsi que pour la communauté internationale. Le groupe ne perpétue pas seulement ses attentats au Yémen mais à l'étranger. En effet, c'est au Yémen qu'a eu lieu la première opération menée par Al-Qaïda contre des cibles américaines. En décembre 1992, un attentat est perpétré contre deux hôtels à Aden où séjournaient des militaires américains en route vers la Somalie.

Quelques années plus tard, le groupe s'internationalise et le 25 décembre 2009 il revendique la tentative d'attentat sur le vol Amsterdam-Détroit. Progressivement, le groupe islamiste

étend son influence par des jeux d'alliances avec les tribus locales. Rapidement, AQPA apparaît comme la succursale la plus développée au niveau logistique, opérationnel et dans sa stratégie d'implantation. La CIA qualifia ce groupe comme étant le plus dangereux. Après la tentative ratée de 2009, une nouvelle tentative d'attaque terroriste a lieu en octobre 2010. Deux avions en partance du Yémen pour les États-Unis sont la cible d'attentats qui échouèrent.

En 2011, lorsque les révoltes arabes gagnent le Yémen, le chaos généré par la guerre civile profite à l'organisation pour étendre son influence territoriale. En effet, le manque de sécurité et l'absence d'un pouvoir politique stable profite au groupe terroriste, qui parvient à étendre son influence progressive dans le pays. La rébellion impulsée par les houthis sert d'alibi au groupe terroriste AQPA pour nouer des liens avec les tribus sunnites qui tentent d'endiguer la percée houthiste.

L'armée yéménite a, quant à elle, tenté très tôt d'endiguer le développement de la menace terroriste représentée par la filiale d'Al-Qaïda. Le 12 mai 2011, elle lance une offensive contre AQPA. Cette intervention aura pour conséquence un attentat-suicide occasionnant la mort d'une centaine de personnes à Sanaa par le groupe terroriste²⁴.

De 2011 à mai 2012, l'organisation terroriste se territorialise sur l'axe entre Abyan et Mukalla, et obtient un large soutien populaire en se présentant comme la principale alternative au système autoritaire d'Ali Abdallah Saleh²⁵. Toutefois, l'assaut de l'armée yéménite sur le territoire contrôlé par AQPA en mai 2012 met fin à l'« administration *qaïdiste* embryonnaire » et contraint l'organisation à « revenir à la forme de clandestinité qui prévalait avant 2011 »²⁶.

En somme, le conflit yéménite a amplifié la menace djihadiste. L'organisation djihadiste AQPA a profité du chaos pour renforcer son implantation locale notamment dans le sud du pays. Toutefois, le délitement progressif du pouvoir central a encouragé un nouvel acteur, l'Etat islamique, à prendre part au conflit.

²⁴ Watrin-Herpin (A), « *Chronologie du Yémen en guerre* », Les Clés du Moyen-Orient, 27/07/2017.

²⁵ Théo Blanc, « Dominique Thomas, *Généralisations djihadistes. Al-Qaïda – État islamique, histoire d'une lutte fratricide* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2017, mis en ligne le 13 février 2017, consulté le 12 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/22313>

²⁶ *Idem*.

Section 2 - Un nouvel acteur au Yémen : l'Etat islamique

L'Etat islamique a profité de la situation pour élargir son influence au Yémen. Le groupe commence à s'implanter au Yémen à l'automne 2014. Les différentes victoires acquises en Irak et en Syrie encouragent l'organisation à étendre sa zone d'influence au Yémen, pays en proie, tout comme la Syrie, au délitement du pouvoir central.

Pour s'implanter sur le sol yéménite, l'Etat islamique tente de provoquer des tensions sectaires, sur le modèle de ce qui a été fait en Irak et en Syrie²⁷. Tout comme AQPA, le groupe tente une percée grâce au ralliement à sa cause de quelques tribus sunnites locales – mettant à mal le reste des acteurs yéménites. Ce système de cooptage s'effectue également dans le domaine politique. En effet, l'Etat islamique tente de rallier à sa cause des fonctionnaires et des figures politiques yéménites.

Avec quelques difficultés, l'Etat islamique parvient à s'implanter dans la province de l'Hadramaout. Dès lors, les attentats contre des cibles chiites commencent à être récurrents. La stratégie de l'Etat islamique repose - tout comme celle d'AQPA - sur la volonté d'apparaître comme la seule alternative possible et viable. La proclamation en 2014 d'un « califat » sous la domination d'Abou Bakr al Baghdadi, constitue un puissant levier médiatique. L'organisation cherche en effet à prendre l'hégémonie idéologique et territoriale sur Al-Qaïda au niveau régional mais aussi international. Le but de l'Etat islamique étant d'instaurer une véritable structure étatique tout en affirmant être la seule option légitime au sein du monde musulman. Pour s'assurer un soutien sur le terrain yéménite, le groupe ne tarde pas à perpétrer des attentats afin d'instaurer un climat de terreur qui permettra de rallier à sa cause un nombre plus important de personnes. En mai 2016, l'EI avait notamment revendiqué un attentat dans la ville d'Aden tuant pas moins de 40 personnes.

Section 3 - Confrontation et lutte d'influence Al-Qaïda et l'Etat islamique

Le groupe Al-Qaïda – comme celui de l'Etat islamique - se livrent une bataille idéologique et stratégique dans la région et sur le sol yéménite. Cette « bataille » prend des tournures

²⁷ X, « Guerre au Yémen : L'Etat islamique profite du conflit pour s'implanter », Francesoir, 06/06/2018.

d'affrontements. Toutefois, on observe également des convergences voire une coexistence de circonstance sur le théâtre yéménite²⁸. Depuis le début de son implantation, l'Etat islamique a tenté de convaincre la filiale yéménite d'Al-Qaïda de lui prêter allégeance afin d'attirer un nombre substantiel de ses combattants. Toutefois, en dépit de ces tentatives, aucune défection notable n'a été perceptible concernant le nombre de membres affiliés à Al-Qaïda ayant rejoint le groupe Etat islamique²⁹.

En dépit de cette volonté de fusionner leurs forces, on constate toutefois des points de divergences, notamment sur le plan idéologique. À titre d'exemple, Al-Qaïda fustige la décision de l'EI d'avoir établi un « califat » sans qu'il y ait eu préalablement un consensus dans le monde musulman³⁰. Par ailleurs, AQPA n'a pas hésité à dénoncer la « barbarie » de l'Etat islamique en Irak et en Syrie. Par ailleurs, les cibles ne sont pas identiques. Les cibles privilégiées d'AQPA sont les symboles et représentants du pouvoir, notamment les services de sécurité, les ressortissants occidentaux ainsi que des personnels politiques. L'Etat islamique – quant à lui – menace toutes oppositions quelles qu'elles soient, y compris des musulmans. Ce dernier livre un combat sans relâche aux chiïtes en les accusant d'être des apostats.

Dans son dernier discours enregistré peu avant qu'il ne soit tué³¹, Harith Al-Nadhari, un haut responsable d'AQPA, a condamné l'Etat islamique pour ses attaques indiscriminées de chiïtes, civils ou armés. Il a par ailleurs affirmé qu'AQPA privilégiait, pour sa part, des cibles précises : militaires, milices houthistes, ennemis idéologiques³².

En dépit de la rivalité évidente entre les deux groupes, on constate toutefois une convergence et une acceptation réciproque à bien des égards. En effet, ces deux groupes se battent essentiellement contre les Houthis, présentés comme les ennemis principaux à abattre, ainsi que le gouvernement yéménite et de ses alliés internationaux. Leur combat est commun, les cibles sont les mêmes et les méthodes utilisées présentent de nombreuses similitudes. Ainsi, la stratégie à long terme n'est pas tant l'éradication du groupe adverse mais bel et bien les Houthis, le gouvernement yéménite ainsi que les alliés installés dans le pays.

²⁸ X, « *Why did the jihadi cold war in Yémen end?* », War on the rocks, 2018.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Lagneau Laurent, « *Selon la CIA, al-Qaïda et l'État islamique coopèrent au Yémen* », Opex360, 11/09/2016.

³¹ X, « *Quelles sont les forces qui s'affrontent au Yémen ?* », Le Monde, 07/04/2016.

³² *Ibid.*

Focus sur la situation actuelle

Dès 2020, on dénote une nouvelle escalade militaire dans les régions de Sanaa, Marib et Al-Jawf, dans le Nord. Les pertes sont lourdes dans les deux camps (loyalistes et houthistes), mais les rebelles et leurs alliés semblent avoir l'avantage sur les troupes gouvernementales³³. La situation semble toujours au point mort au début de l'année 2020.

Le 29 janvier, les rebelles houthistes qui contrôlent la capitale Sanaa ont aussi affirmé avoir lancé une attaque de drones et de missiles contre des installations d'Aramco, la compagnie pétrolière saoudienne³⁴. En effet, deux sites du géant pétrolier saoudien Aramco situés à Abqaiq et Khurais ont été lourdement touchés par des missiles, provoquant la réduction de moitié de la production de pétrole de l'Arabie saoudite³⁵. Les Houthis ont menacé de lancer de nouvelles attaques en affirmant que : « [n]ous avons le bras long et il peut atteindre n'importe quel endroit à n'importe quel moment »³⁶. Toutefois, les États-Unis et l'Arabie Saoudite sont convaincus que l'Iran – qui soutient les Houthis, est à l'origine de ces attaques.

À ce stade, aucune sortie de crise ne semble voir le jour. Le conflit semble toujours d'actualité et les belligérants ne semblent pas parvenir à une esquisse de paix.

Après cinq ans à compter leurs morts, leurs malades, les déplacements de populations et face à la menace croissante de la pandémie mondiale liée à la Covid-19, les Yéménites ont désespérément besoin d'un cessez-le-feu³⁷. Étonnement, avec la propagation du virus qui secoue la scène internationale, le pays semblait voir se dessiner une légère lueur d'espoir. En effet, l'Arabie Saoudite avait annoncé un cessez-le-feu pour prévenir la propagation du virus au Yémen. Dans cette optique, la coalition arabe dirigée par l'Arabie Saoudite a décrété un cessez-le-feu généralisé dans le conflit qui ravage le Yémen³⁸.

Très vite, le vice-ministre saoudien de la Défense, le prince Khaled ben Salmane, a appelé les rebelles houthistes à « faire preuve de bonne volonté ». Il a par ailleurs laissé entrevoir la

³³ Kaval (A), « *Après un calme relatif, le risque d'une guerre de tous contre tous au Yémen* », Le Monde, 30/01/2020.

³⁴ *Idem.*

³⁵ Liabot (T), « *Attaques contre le pétrole saoudien : comprendre la crise en 3 minutes* », Le Journal du Dimanche, 16/09/19.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ X, « *Se laver les mains ? Un luxe pour des millions de Yéménites* », Géo, 24/03/2020.

³⁸ Arefi (A), « *Yémen : le coronavirus peut-il mettre fin à la guerre ?* », Le Point, 09/04/2020.

prolongation de la trêve³⁹. Pour l'Arabie Saoudite, celle-ci représente une aubaine dans le sens où le pays est embourbé dans ce conflit depuis cinq ans et les dépenses militaires y sont colossales.

Toutefois, la trêve a été de courte durée puisque les Houthis ont rejeté l'accord de paix et les combats persistent. L'état du système de santé yéménite, ravagé par le conflit, fait craindre une catastrophe sanitaire encore plus grave si le virus continue de se propager dans le pays.

³⁹ *Ibid.*